

Pays : Roumanie

Commission : Sommet UE/OTAN sur la défense et la sécurité en Europe

Problématique : Comment l'Union européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique ?

La Roumanie se situe en Europe de l'Est bordée par le Danube et la mer Noire. Nous avons des frontières communes avec la Hongrie, l'Ukraine, la Moldavie, la Bulgarie et la Serbie. Le pays est entré dans l'OTAN (Organisation du traité de l'atlantique Nord) en 2004 et dans l'UE (Union européenne) en 2007. Notre pays a un rôle de médiateur aux frontières de l'UE permettant de maintenir nos relations commerciales et politiques avec les Balkans. Il est devenu une République semi-parlementaire depuis le 1er janvier 1993 après une longue période de dictature communiste sous l'emprise de l'URSS. Il est actuellement dirigé par le président M. Nicuşor Dan, qui est pro-européen, et qui a nommé comme premier ministre M. Ilie Bolojan suite à un accord gouvernemental entre plusieurs partis pro-européens.

Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, nous cherchons à développer notre pensée stratégique et notre autonomie tout en renforçant notre position au sein de l'UE et de l'OTAN. L'entrée en guerre de la Russie avec l'Ukraine a remis au coeur du débat public les capacités de défense de la Roumanie de l'UE et de l'OTAN. Nous ne souhaitons pas que ce renforcement de notre capacité armée soit perçu comme une volonté de nous dissocier de l'OTAN, mais comme une volonté de renforcer notre part dans cette union et donc de renforcer notre partenariat avec les Etats-Unis. Avec la guerre à nos portes nous ne pouvons nous permettre de ne pas placer la défense au coeur de notre vie politique et de ne pas saisir toutes les opportunités de protéger notre pays de la Russie. Par ailleurs, il est évident que nous ne voulons absolument pas retomber sous son influence politique. Les récentes et multiples violations de territoire des drones russes nous font prendre de plus en plus conscience du danger déjà bien présent et qui terrorise notre population, notamment celle à la frontière commune avec l'Ukraine où nous avons construit des abris pour les protéger en cas de bombardement et de retour des drones.

Nous sommes pour une augmentation des capacités de défense de notre pays et de l'UE c'est d'ailleurs pour cela qu'en 2025 les dépenses destinées à la défense s'élevaient à 2,2% du PIB (produit intérieur brut) et que nous nous sommes engagés à atteindre 3,5% du PIB en dépense pour la défense et 1,5% du PIB dans l'investissement indirect lié à la sécurité d'ici 2032. Nous encourageons d'ailleurs tous les pays membres de l'OTAN à atteindre l'objectif des 3% du PIB attribué à la défense comme l'a demandé Washington depuis le retour du Donald Trump à la tête du pays. C'est dans ce même but que nous nous sommes équipés des systèmes de défense français Mistral avec une commande de plus de 600 millions d'euros pour l'achat de 231 systèmes portables de défense aérienne et de 934 missiles. C'est également dans ce but que nous souhaitons nous associer à l'Ukraine pour construire des drones dans le cadre d'un nouveau mécanisme de défense de l'UE. Ceci s'ajoutera à de notre soutien économique et politique à ce pays dans le cadre de l'alliance des 9 de Bucarest, constituée après l'annexion de la Crimée, qui nous permet en outre de nous défendre et garantir une sécurité avec les 8 autres pays faisant partie de l'ancien bloc communiste qui subisse aussi les pressions russes. Enfin, nous sommes sur le point de déployer le nouveau système antidrones Merops fourni par les Etats-Unis, nous avons augmenté le nombre d'exercice militaire et nous accueillons la base militaire Mihail Kogalniceanu qui est une base aérienne qui se développe pour devenir le principal centre de logistique de l'OTAN en Europe du Sud Est avec la présence américaine stabilisée comme garantie stratégique à longue durée

L'amélioration de nos capacités de défense autonome n'a aucun but de dissociation de l'OTAN mais bien uniquement un renforcement de notre rôle dans l'Alliance.

Nous voulons éviter à tout prix que les Etats-Unis pensent que nous voulons nous éloigner de l'OTAN car nous avons conscience qu'en cas de retrait des Etats-Unis, l'Europe n'aurait aucun moyen de compenser ces forces armées. Nous sommes persuadés que sans le soutien américain, non seulement notre pays mais aussi tous les pays frontaliers à l'Ukraine et à la Russie n'auront aucune chance en cas de guerre.

Depuis la création de l'OTAN en 1949, les Etats-Unis sont la puissance majeure de l'organisation avec 70% des capacités militaires et l'OTAN fonctionne d'ailleurs selon une logique où les Etats-Unis ont un rôle moteur tant sur le plan stratégique que capacitaire. Nous cherchons donc

uniquement à participer plus activement à la défense et à la sécurité de l'OTAN en ayant un rôle de pilier et en accompagnant et soutenant les investissements des Etats-Unis pour que leur aide en vers nous ne soit pas ou plus considérée comme un fardeau.

C'est dans ce contexte que nous débattons actuellement sur le rétablissement du service militaire volontaire, supprimé en 2007, pour les jeunes de 18 à 35 ans qui seraient rémunérés durant les 4 mois de formation. Ce projet est soutenu par notre ministre de la défense M. Ionuț Moșteanu dans le but de renouveler notre groupe de réserviste dont l'âge moyen se situe en moyenne entre 48 et 50 ans.

Nous avons donc comme objectif d'affirmer notre place au sein de l'OTAN et de l'UE en renforçant nos capacités militaires sans pour autant nous détacher du soutien des Etats-Unis sur lesquels nous comptons et que nous soutenons.